



Les États-Unis d'Europe par Charles Maurras 1/2

On n'a pas envie de commenter l'évidence. On veut simplement la montrer, la faire voir à ceux qui ne l'ont point encore vue. Les analyses politiques de Maurras valent l'évidence. Rien n'est défraîchi; quelques détails parfois se sont déplacés; d'autres ont éclos; d'autres encore en sont à leurs conséquences... Tout cela reste une grande leçon d'Histoire. Reste à savoir si l'Europe n'est pas révue comme sous-ensemble d'un tout que veulent constituer ceux qui, Outre-Atlantique, nous regardent avec dédain.

Pourquoi a-t-il fallu que l'aveuglement de ses contemporains fût tel qu'ils ne purent le voir? Est-ce parce qu'ils étaient aveugles, ou qu'ils se voilaient la face, qu'ils sont si haineux envers celui qui ne voulait que nous éviter le pire?

Maurras en 1912 voit l'évidence; il la dit; il montre qu'elle est contraire aux ratiocinations de Jaurès... on ne l'écoute pas, et dix ans après la Grande Hécatombe commence; et aujourd'hui on encense Jaurès et on vilipende Maurras!

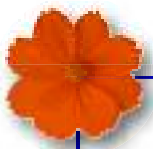
En 1924, en 1925, en 1929, en 1930, Maurras voit l'évidence, il la dit, il montre qu'elle est contraire aux ratiocinations de Briand, on ne l'écoute pas, et deux ans après la Deuxième Grande Hécatombe commence, avec la Défaite, la Débâcle... et aujourd'hui on encense Briand et on vilipende Maurras!

B.P.

DÉBUT JUIN 1912 - L'Europe moderne n'assiste pas à un mouvement d'unification fatale, elle subit deux efforts en sens divers, mais non contraires, et l'effort unitaire n'est pas le plus puissant; les peuples heureux, les politiques adroits sont d'ailleurs ceux qui savent combiner ces diversités au lieu de les entrechoquer. Enfin, loin de se fusionner et de se fédérer, les grandes nations modernes vivent dans un état croissant d'antagonisme qui suffirait à montrer que l'avenir européen et planétaire appartient à ridée de la

défense des nations, nullement à la concorde cosmopolite. Pour faire place à cet avenir, la France contemporaine n'aura point trop de toutes ses forces, de leur organisation la plus pratique et la plus vigoureuse.

Tandis, je le répète, que M. Jaurès se repaît de cette hypothèse en se gardant d'examiner l'hypothèse contraire, celle où les Jeunes-Turcs ne guériraient point leur superbe et où la Constitution ne ferait pas la preuve de sa capacité de durer, en durant; tandis que le sophiste écrit,



que le rhéteur parlementaire bavarde et que, d'autre part, à Paris, à Pétersbourg, à Londres, la diplomatie signe et resigne, scelle et re-scelle des instruments imaginaires et des diplômes illusoire, la révolte albanaise continue à prendre conscience de son hégémonie politique: la destinée de l'empire ottoman tombe peu à peu, et presque à coup sûr, entre ses mains.

Si cette chute continue, on peut calculer que bientôt ni les papiers ni les discours ne compteront plus, la parole sera à la force, le canon seul aura influence et autorité. [...] la sécurité de la civilisation et la paix du monde laissées à la merci de quelques poignées de barbares [...] qui font trembler la Banque européenne de Constantinople et qui semblent vouloir appeler les grands États au champ clos. *(et deux ans après, début août, la première grande Hécatombe commençait...)*

1924 - Il y a une unité, une entité politique, civile, sociale, qui s'appelle la France. Il n'y a pas une Europe à orner, par opposition et symétrie oratoire, d'attributs pareils ou correspondants. Parler de France et d'Europe en politique concrète est tout aussi sérieux que de balancer l'antithèse du moi et du non-moi. Nous connaissons le moi, c'est un personnage défini et dont le nom correspond à une réalité distincte. Le non-moi, c'est tout ce qu'on veut mettre sous cette épithète nouante. Je ne sais si je rends sensible cet abus de langage qui consiste à fixer sous deux vocables également précis deux idées aussi dénuées d'équivalence logique et pratique.

1925 - Il n'est partout question, depuis Locarno (le Locarno de Briand), que des États-Unis d'Europe: nous y sommes, nous allons y être, nous y serons demain.

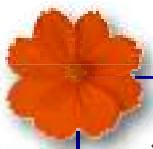
Les rhéteurs complaisants qui alignent ces mots ne savent pas ce qu'ils disent.

Il en est des États-Unis d'Europe comme de la paix d'Europe. Cette paix est possible, ces États-Unis sont possibles, à une condition: c'est qu'il y ait sur le continent un certain équilibre de forces entre les puissances contractantes ou non contractantes. La destruction de l'unité allemande, le retour aux Allemagnes était une condition de la paix. Elle est aussi la condition de toute union sincère et durable entre les États. Si les États-Unis sont des États disproportionnés, si l'inégalité initiale entre eux est trop grande, trop flagrante, il est très clair que l'État le plus étendu et le plus dense le plus peuplé et le plus actif, en attirera et en groupera d'autres, ses intérêts tendront à faire la loi: l'hégémonie du Reich au sein d'une assemblée de Genève aura le même effet que l'hégémonie du même Reich dans l'ancienne Europe. Devant cette prépondérance constante, accrue, toujours croissante du vaste noyau allemand, il faudra bien que les autres États essaient de se mettre en défense et, pour se défendre, se fédèrent.

1928 - M. Briand s'est mêlé d'adresser un message aux Américains réunis pour l'anniversaire de la naissance de Washington. On dira qu'il est ministre et campé au quai d'Orsay. Il est aussi un imbécile et un ignorant. Les deux qualités l'inviteraient à se taire. L'occasion de parler lui a fait lâcher des sottises; tant pis pour nous.

Quelle ombre d'analogie peut-il bien y avoir entre la Constitution des États-Unis d'Amérique et le rêve éculé des États-Unis d'Europe que vient de regonfler ce malfaiteur public?

Les États-Unis de l'histoire sont formés de provinces d'un même peuple parlant une même langue, associées dans la même loi pu-



ritaine, toutes tendues à lutter contre un même oppresseur. Cet oppresseur était leur véritable fédérateur. C'est ainsi que le duc d'Autriche fédérait contre lui-même les cantons de la Suisse antique. C'est ainsi que se sont formées toutes les fédérations de l'histoire. Où est le commun oppresseur de l'Europe moderne? Où est la communauté fondamentale des Européens? Divisés tout d'abord par les intérêts matériels, ils le sont aussi de foi et de rite. Ils parlent des langues de types divers. L'on ne peut même arguer de leur unité **de culture**, cette culture se réfère à des types dont la fusion n'apparaît ni prochaine ni commode. Si la culture Juive paraît se greffer assez facilement sur la culture germanique et angle-saxonne, la culture latine n'est entamée qu'en apparence, elle résiste; le Germanisme, qui se flattait de la réduire ou de l'envahir, n'a même pas réussi à dompter les riches éléments originaux du monde angle-saxon. Le slavisme reste très balancé, comme le monde hellène, entre ses traditions propres et l'influence allemande. Parler d'unité intellectuelle et morale dans ces conditions, c'est vanter l'harmonie au pied de la tour de Babel.

L'on rêve d'étroite confédération avec des gens dont on ne comprend pas les idées essentielles, même quand elles sont rendues dans un français approximatif, et l'on doute de l'importance des biens nationaux (certains, nets, positifs, bienfaisants, anciens, sacrés, faiseurs d'ordre et de paix intérieure), et l'on se laisse aller à les défaire ou les relâcher avec une imprudence et une étourderie criminelles.

Aristide Briand a beau ajouter au trésor de ses plus mémorables cacographies et cacolalies une assimilation sans valeur entre les réalités historiques de l'Union américaine et le mirage verbal d'une Union européenne colorisée de chimères! Ce n'est pas au développement de

l'union que nous allons, mais, tout au contraire, à des scissions et à des séparations nouvelles. Comme la Grèce, la Roumanie, la Bulgarie, la Serbie se sont arrachées de l'Empire ottoman, comme la Norvège s'est séparée de la Suède, la Belgique de la Hollande, comme la Pologne s'est dégagée des trois empires qui l'écartelaient, comme la Bohême s'est tirée de l'Autriche, ainsi, par le même courant et le même jeu de forces, par la même « évolution », commencée il y a environ cent ans, d'autres sécessions auront lieu et d'autres arrachements, et d'autres coupures. Où? De qui? Par qui? Je ne veux chanter ici aucun chant de mauvais augure, et je dis simplement que c'est de ce côté que le vent souffle depuis longtemps. Ce vent-là n'a d'ailleurs pas empêché le vent contraire qui a ébauché dans le même laps de temps les grandes unités impériales dont l'Allemagne est le type. Il n'y a aucun empêchement matériel à ce que de grands empires s'unifient en même temps que se défont d'autres unités moins heureuses.

Un historien ingénieux et éloquent, M. Jullian, écrivait pendant la guerre que l'avenir était aux petits États.

Oui, et aux grands...!

Mais la question est de savoir si, un jour, quelque grand État démesuré ne deviendra pas tellement tyrannique ou ne rencontrera pas un adversaire tellement lucide et adroit qu'il soit possible de fédérer contre lui les petits États, ainsi replacés dans la même situation que les Suisses devant leur archiduc elles Américains devant leur roi George.

Alors, une Union européenne anti-allemande sera possible comme l'a été une Union européenne anti-napoléonienne. Quant à l'Union fondée sur le respect mutuel spontané des petits et des grands, des herbivores et des

carnassiers, des rossignols et des grands rapaces, non, cela ne se verra pas, non seulement parce que cela ne s'est pas vu, mais parce que toute la connaissance la plus fine et la plus pénétrante de l'homme éternel établit l'existence d'un jeu d'idées, de sentiments, de volontés, d'appétits, de passions qui frappent d'impossibilités radicales un avenir de cette forme et de cette couleur.

1928 - Il y a, courant en Europe, un double préjugé sur l'Amérique et sur l'Angleterre, préjugé fondé sur des faits vrais, mais qu'il est imprudent de généraliser sans nuance.

Selon les uns, il n'y a pas de politique étrangère anglaise. Ou elle est tellement rigide, elle forme un cristal si dur et si impénétrable qu'il lui est impossible de se mouvoir un peu en avant des faits... Il y a du vrai [...] C'est très vrai pour le Rhin. Ce fut très vrai pour la Belgique. C'est moins vrai pour la route des Indes. De ce côté, l'attention et la vigilance sont extrêmes : or, sur tel axe latéral à cette grande politique britannique, il peut y avoir des projets et des plans : il peut être rêvé à Londres d'obtenir une espèce de paix entre Gibraltar et Colombo, soit en entretenant sur le continent européen les guerres extérieures, en favorisant les peuples de proie, en facilitant leurs agressions et invasions, soit en y suscitant des guerres intérieures un peu partout. On a pu donner un opiniâtre et dur assaut à une Allemagne trop forte contre une Belgique et une France trop faibles, comme en 1914. Depuis, les temps peuvent être jugés très différents. Les conflits d'une Allemagne affaiblie et d'une France plus affaiblie encore ne seraient pas sans intérêt immédiat pour un certain genre d'impérialisme qui n'a jamais été perdu de vue au Foreign Office.

Il faut avoir le courage de dire la même chose de l'Amérique.

Trop de Français se figurent encore que l'oligarchie américaine n'a pas de politique étrangère. Elle en a une, et qui ne se limite pas au Nouveau Continent.

Maintenant, que veut Washington ? Cela est moins facile à voir. On rapetisse les desseins américains, en n'y recherchant que les intérêts électoraux définis par le « vote allemand » ou le « vote juif », l'oligarchie américaine est obligée de tenir compte de ces facteurs. Jusqu'à la preuve du contraire, j'incline à croire qu'elle n'en est point tout à fait servie. L'administration subit la fatalité électorale. L'oligarchie suprême garde ses libertés. Ces libertés sont-elles aussi éclairées qu'il est souhaitable ? C'est une autre question.

[...] nos deux peuples se connaissent mal et se comprennent peu, [...]

Il y a eu la guerre et la splendide camaraderie militaire. Il y a eu la bienfaisance, cette magnifique charité américaine, [...]

...j'ai cru que le grand livre de Paul Bourget, *Outre-Mer*, formerait, en peu d'années, le viaduc nécessaire entre les deux élites de l'Europe et de l'Amérique. Rien de pareil ne s'est produit.

Faute de ces rapports, il y a tout lieu de craindre le pire. Et le pire, ce serait que l'argent, la force, la gloire, le labeur et l'ivresse même de leur belle paix sociale ne vinsent à monter à la tête des Américains. S'ils ont pitié de nous, c'est en se comparant et en se rendant gloire. Cette pitié repose aussi sur une sympathie sincère éprouvée par des gens dont le cœur est bon. Mais elle n'exclut pas de redoutables préjugés.

Le jour, et ce jour approche je le crains bien, le jour où, par exemple, le conflit européen du latinisme et du germanisme apparaîtrait aux Américains comme une dispute de Byzance, comme apparaissent à Jupiter, d'après Homère

et Fénelon, quelques fourmis se disputant un monceau de boue, ce serait un jour grave pour l'avenir du monde, car l'une des portions les plus influentes s'y tromperait sur son intérêt le plus général.

Le dédain systématisé du monde américain à l'égard de l'Europe n'est pas une bonne chose. Le dédain n'a jamais été bon à rien. Dès qu'un groupe humain se figure qu'il est le maître sur une aire donnée, à l'intérieur de laquelle il se croit sûr de garder éternellement son hégémonie, un tel groupe se prépare de graves déceptions.

Rappelons-nous l'opinion du monde romain sur les peuplades du Sud-Orient. On leur accordait tous les mérites imaginables dans l'ordre des inventions artistiques, scientifiques, philosophiques, religieuses. On allait à leur école. On se convertissait à leur prédication. Mais on souriait à la pensée d'une action politique ou militaire quelconque partie de ce coin du monde connu. Ce sourire dura six siècles. Au septième parut Mahomet.

Je n'ai aucune envie de gonfler le mérite de Mahomet, car il fut surtout destructeur. Mais enfin, un élan religieux ethnique et politique dont le premier effet fut d'envahir, d'occuper, de tenir tout le bassin méridional de la Méditerranée jusque sous les murs de Vienne à l'Est, et, à l'Ouest, jusque sous les murs de Poitiers, de mobiliser l'art, la poésie, la sagesse, l'érudition des Persans, d'utiliser et de propager cette civilisation sur les ruines de l'hellénisme et de la romanité, au point d'en imprégner le lyrisme romain, la scolastique française et la poésie dantesque elle-même, – cette extraordinaire expansion de l'Islam suffit, ce semble, à établir que les peuples qui en furent les artisans ne méritaient aucunement le mépris insolent qui les accablait jusque-là! Établis au

berceau des plus vieilles institutions, ils montrèrent au moins que leur sève, incapable peut-être de créations originales nouvelles, ne l'était pas du tout d'un puissant sursaut de vitalité.

Les « vieux » Européens en butte au mépris de la « jeune » Amérique peuvent invoquer là un grave précédent.

Les intellectuels d'outre-mer seraient sages de se dire qu'un peuple n'est bien mort que lorsque ses enfants ont rendu l'âme jusqu'au dernier, une civilisation n'est véritablement épuisée que lorsque ses langues ont même cessé d'être parlées par les perroquets des grands bois.

Ils ont tort de faire bon marché de l'Europe.

Ou, si nous nous trompons en faisant ce reproche, si, parmi eux, les politiques sont animés des mêmes bons sentiments que leurs philanthropes, si, en un mot, leur cœur inclinait à nous aider; que n'en prennent-ils les moyens?

Le moyen, ce serait de se connaître. Mais on se connaît d'autant moins que la plupart des Français qui sont en rapport avec eux s'efforcent de se montrer le moins Français possible, le plus cosmopolite, le plus proche possible de ce que l'on appelle l'idéal anglo-saxon, à commencer par la coupe de barbe et de cheveux! [...]

La grande tendance de l'Amérique septentrionale apparaît aujourd'hui. On y croit l'Europe perdue par ses divisions, vouée à cette perte par la logique et par la justice, dont une seule chance la sauverait: un système fédératif mais dont le noyau fédérateur ne pourrait pas ne pas être allemand.

Les États-Unis d'Europe sont une chimère cornue. Le bienfait de l'hégémonie allemande est un mauvais rêve. Nous savons ces deux choses. Elles ne sont pas sées de l'Amérique;

Il est très vraisemblable que la politique américaine gouverne droit à ce double écueil.

1929 - Comme il n'y a pas d'exemple que, depuis dix ans, un seul imbécile ait ouvert la bouche sans prononcer Économique d'abord et, suivant les esprits dont le propre est de ne point penser, la Politique étant conditionnée tout entière par l'Économique, ces braves fabricants d'États-Unis d'Europe ne manquent jamais de faire valoir la haute nécessité de pourvoir à l'insuffisance de nos matières premières par le concours que nos nouveaux confédérés nous apporteraient automatiquement.

Très conforme au principe d'économie libérale prêché par les Léon Say et leurs disciples que « *la planète est un atelier* » et qu'il y faut diviser le travail selon les aptitudes ou les ressources de chaque pays, cette « vue » d'imbécile, mais de haut imbécile, d'imbécile académique ou lauréat d'académie, cette vue aveugle est de celles qui ont fait le plus de torts à notre pays.

Nous en avons subi des expériences cruelles. La doctrine du Libre-échange nous a diminués pour le moins autant que l'a pu faire la doctrine des Nationalités. Le Libre-échange, tel que nous l'avons pratiqué depuis 1860, nous a rendus malades: aggravé d'une bonne Fédération continentale, il nous tuerait.

1930 - M. Herriot écrit, pour montrer par quelles difficultés a passé la construction des États-Unis d'Amérique :

Excusez-moi de citer quelques dates pour montrer combien fut lente cette œuvre que votre esprit paresseux (!) n'aperçoit plus guère aujourd'hui que dans sa synthèse définitive; en 1803, ACHAT de la Louisiane; en 1819, CESSATION de la Floride; en 1844, ANNEXION du Texas; en 1867, ACQUISITION de l'Alaska. Je

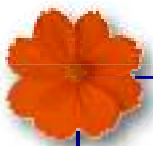
le demande à nos économistes: entre l'Alaska et la Floride, les différences de toute sorte n'étaient-elles pas plus grandes qu'entre la Norvège et l'Espagne? Et l'on sait comment l'affaire des tarifs fit apparaître une antinomie radicale entre les États du Nord, commerçants, industriels, désireux d'être protégés contre l'Europe par des douanes élevées, et les États du Sud, favorables au libre échange pour vendre leurs balles de coton.

Il y eut plus qu'antinomie, il y eut guerre, guerre longue, acharnée, sanglante, où la moitié des États américains, voulant se désunir, ne furent maintenus dans l'union que par la force. Joli, ce fédéralisme! Du pacifisme guerrier! C'est un premier point.

Un second point est encore plus important, car il vise la condition de tout projet de fédération européenne. M. Herriot relate l'achat d'un pays, la cession d'un autre, l'annexion d'un troisième, l'acquisition d'un quatrième... À qui? Par qui? Comment ne voit-il pas que ces termes supposent un acheteur; un concessionnaire, un annexeur, un acquéreur?

Et s'il en est ainsi, ces conceptions, et même ces mots l'amènent et l'obligent à discerner l'existence d'éléments actifs et d'éléments passifs, d'États agissants et d'États agis, de corps centraux exerçant une attraction et d'un certain nombre de satellites attirés, de manière ou d'autre, dans l'orbite d'autrui.

Quiconque a voulu raconter raisonnablement l'histoire des États-Unis, la raconter en la comprenant et pour la faire comprendre, y a distingué un élément fédérateur et un élément fédéré: l'élément fédérateur fut composé, sans doute possible, des puritains émigrés ou migrants primitivement établis dans les treize États du Nord-Est.



La lumière ainsi proposée par l'analyse de cette structure historique contraint dès lors à poser la question : *qui pourra jouer en Europe le même rôle actif organisateur et central?* Quel peuple, par le nombre, par l'influence, par la cohésion, par l'attraction morale, aura le pouvoir d'acquiescer cette fonction de noyau central fédérateur, si ce n'est pas l'ensemble des pays allemands formés par le Reich et les États qui gravitent autour du Reich ?

Je ne crois pas que personne puisse douter de l'ascendant matériel et moral de l'Allemagne sur une Europe ainsi fédérée, fédérée démocratiquement, sur une base égalitaire et « nationale ». Les plus stupides voient que la race allemande, unie de langue, entourée de races « cousines », parlant des dialectes dérivés du sien, a pour centre un État unifié, unificateur, centralisé, centralisateur, dont la seule raison d'être est de rallier tout ce qui est germanique et de germaniser tout ce qui ne l'est pas. Les plus stupides, les plus ignorants savent et voient combien le prestige intellectuel de la France a baissé au cours du XIXe siècle et dans quelle immense mesure il a été remplacé par le grossier mirage allemand.

[...] Veut-on avoir une image de ce que serait une fédération européenne ? Que l'on considère la fédération de l'Europe socialiste ? Elle est allemande. Elle l'est aujourd'hui malgré les défaites allemandes de 1918. Avant 1914, elle l'était sans mesure, : presque sans résistance externe. Rappelez-vous les actes du Congrès d'Amsterdam en 1904, rappelez-vous comment, un peu plus tard, telle protestation du socialisme tchèque fut étouffée : cela révélait à l'intérieur de l'Église marxienne la prédominance absolue de l'élément berlinois.

Une autre fédération, spirituelle, celle-là, et sur laquelle l'élément protestant des Germains ne peut avoir de prise directe, l'Église catholique, a subi avec force, sous le présent pontificat, cette influence et cet ascendant, nés en partie du nombre et de l'activité des populations germaniques.

Catholicisme, d'une part, socialisme, de l'autre, confessent et proclament les ressources extraordinaires dont le germanisme disposerait dans une Europe fédérée. Que l'on prenne le chiffre de la population, que l'on s'en tienne au pourcentage de l'industrie, du commerce, de la finance, le résultat est le même. Europe fédérée ou Europe allemande sont des termes qui s'équivalent.

Mais selon la Juste parole anglaise de 1914, s'il est jamais arrivé aux Allemands de parvenir à faire de la force et de la grandeur, ils n'ont jamais su s'en servir, ils n'en ont jamais fait bon usage. Ils fabriquent des moyens de commandement tels que victoires et conquêtes : leur commandement est si lourd que les peuples d'abord domptés en sont rapidement conduits à la révolte. C'est l'histoire du monde slave. C'est l'histoire de la Suisse médiévale et moderne. C'est, plus profondément, le sens et l'esprit de la politique royale française, attentive à ne se laisser ni incorporer, ni inféoder à l'Empire.

Toute germanisation de l'Europe a donné et donne toujours le signal de réactions sanglantes et de révolutions militaires. Moins pour des questions de frontières que pour des raisons d'esprit et de sang.

Il s'agira de la sûreté, de la liberté, de la dignité des personnes, de la sécurité des biens ; il s'agira de ce qui fut de tout temps le nerf de la vie commune des hommes.